



BALINT PORNÉCZI/AFP

Décryptage

Historien et sociologue, Pierre Kende a quitté la Hongrie en 1956 après avoir été témoin, en tant que journaliste, de l'insurrection hongroise. Observateur lucide de la vie politique de son pays, il analyse ici la dérive populiste du premier ministre Viktor Orbán à la lumière du passé d'un pays qui a appartenu au camp des vaincus des deux guerres mondiales.

Viktor Orbán lors d'une conférence de presse, le 11 avril 2010, à Budapest. Son parti, le Fidesz, vient de remporter 53 % des suffrages au premier tour des élections. Après huit années de gouvernement socialiste – dont six en coalition avec le Parti libéral SZDSZ –, la droite conservatrice remporte les deux tiers des sièges du Parlement hongrois.

Itt az idő! FIDESZ

Viktor Orbán Portrait historique d'un populiste

Dérive autoritaire, antisémitisme et nationalisme : la nouvelle Constitution promulguée par Viktor Orbán effraie les Européens. Mais qui est vraiment le Premier ministre hongrois ?

Entretien avec **Pierre Kende**

L'Histoire : La Hongrie connaît aujourd'hui une sorte de contre-révolution sous la direction du Premier ministre Viktor Orban. Qui est cet homme politique qui fait peur à l'Europe ?

Pierre Kende : C'est un personnage important de la vie publique hongroise depuis plus de vingt ans. Viktor Orban est entré en politique à l'âge de 25 ans, après avoir suivi des études de droit à l'université de Budapest. En juin 1989, lors des obsèques solennelles d'Imre Nagy et des autres martyrs de la révolution hongroise de 1956, qui se sont transformées en une grande manifestation contre le régime communiste en place, Viktor Orban – un des cinq orateurs de cette cérémonie – a fait sensation en réclamant le départ immédiat des Russes.

A cette occasion, il a pris la parole au nom du jeune parti Fidesz (« Alliance des jeunes démocrates ») dont il était l'un des fondateurs. A sa création, en 1988, le Fidesz était un groupement de quelques jeunes libéraux désireux de joindre le camp des opposants au régime en place, un régime déjà fortement secoué par la crise du monde communiste.

Dirigé par les héritiers de Janos Kadar, qui fut à la tête de la Hongrie de 1956 à 1988, le gouvernement de l'époque cherchait désespérément à se distinguer du stalinisme afin de se réconcilier avec son peuple tout en gagnant les bonnes grâces de l'Occident. Quant à l'opposition, elle se partageait entre des groupements nationalistes, des démocrates d'obédiences diverses et un courant intellectuel social-libéral se matérialisant dans l'Alliance des démocrates libres.

Proche de ce courant (mais aussi d'autres courants de l'opposition), le Fidesz de 1989 se voulait lui-même libéral, anticlérical, anticommuniste, favorable à l'économie de marché et ouvert sur le monde moderne.

Lorsque, à l'issue des premières élections libres d'avril 1990, gagnées par le Parti national-démocrate (MDF), le gouvernement se forme sur la base d'une coalition nationaliste et conservatrice, le Fidesz, présidé par Viktor Orban, se range dans l'opposition libérale aux côtés de l'Alliance des démocrates libres, deuxième force de l'Assemblée issue des élections.

Rapidement, cependant, Viktor Orban découvre qu'entre les deux principales forces politiques du pays, ou au centre gauche libéral, il n'y a pas suffisamment de place pour lui. Mais la recombinaison du paysage politique en 1994, à la suite d'une nouvelle élection qui voit la défaite du camp national-conservateur et l'écrasante victoire des socialistes, fournira enfin à Orban et son parti l'occasion de se réorienter à droite.

Profitant du fait que le parti libéral accepte de gouverner en coalition avec les socialistes, héritiers



L'AUTEUR
Président fondateur de l'Institut pour l'histoire de la révolution hongroise de Budapest, Pierre Kende est spécialiste du monde soviétique et fut notamment enseignant à l'EHESS et directeur de recherche au CNRS. Il a publié *Le Défi hongrois. De Trianon à Bruxelles* (Buchet Chastel, 2004).

de l'ancien régime, et que les partis nationalistes sortent très affaiblis des élections de 1994, le Fidesz occupe la place vacante qui s'ouvre à droite. Modifiant sa ligne de conduite des années précédentes, il se transforme en parti conservateur avec une « sensibilité nationale ».

En mettant l'accent sur son anticommunisme et en dénonçant la « trahison » de ses ex-alliés libéraux, Fidesz s'adresse à ce qui reste du MDF et du Parti chrétien-démocrate pour former une coalition « bourgeoise » et antimarxiste. C'est dans cet état d'esprit que Viktor Orban, après sa victoire aux élections de 1998, se met, au nom des valeurs nationales, à la conquête des institutions, voire de la société tout entière. Il prétend s'installer pour des décennies.

L'H. : Pourtant il perd les élections de 2002. Quelle est sa réaction ?

P. K. : Il est totalement décontenancé.

Lors d'un discours à Budapest, devant des milliers de fidèles qui viennent pleurer la défaite, il s'exclame : « *Ne craignez rien, la patrie ne peut pas être dans l'opposition.* » Il se considère comme le représentant de l'âme du pays et assure qu'il reviendra au pouvoir. A un journaliste qui lui demande si ce n'est pas son radicalisme qui explique sa défaite, il répond : « *Je crois le contraire, je n'ai pas été assez radical, et une prochaine fois, si j'ai l'occasion de gouverner, je le serai nettement plus.* »

Reste que c'est durant ces années, dans l'opposition, que le Fidesz est parvenu, peu à peu, par un travail systématique, à conquérir l'admi-

À SAVOIR

CE QUE DIT LA NOUVELLE CONSTITUTION HONGROISE

Général : L'appellation « République de Hongrie » disparaît au profit de la seule « Hongrie ».

La Constitution rend rétroactivement « responsables des crimes communistes » commis jusqu'en 1989 les dirigeants de l'actuel Parti socialiste (ex-communiste).

Religion : Introduction d'une référence explicite à « Dieu » : « Dieu bénisse les Hongrois ».

Loi électorale : Le droit de vote est reconnu aux Hongrois d'origine vivant à l'étranger.

Économie : Le forint devient constitutionnellement la devise nationale. Une adhésion à l'euro de la Hongrie nécessitera donc au Parlement une majorité des deux tiers.

Société : La Constitution décrète que l'embryon est un être humain dès le début de la grossesse.

Elle stipule que le mariage ne peut avoir lieu qu'entre un homme et une femme. Une loi rend les sans-abri éventuellement passibles de peines de prison.

Médias : Radiotélévision et agence de presse MTI sont regroupées en une seule entité supervisée par un Conseil des médias dirigé par une proche du Premier ministre. L'unique radio d'opposition Klubradio s'est vu retirer sa fréquence.



Le 16 juin 1989, lors des obsèques en hommage à Imre Nagy, le héros de la révolution de 1956, Viktor Orbán, 26 ans, prend la parole pour demander le départ des troupes soviétiques et la tenue d'élections libres. Les Européens saluent alors le courage de ce jeune dissident.

nistration, les organes politiques et la presse. Considérant qu'il avait perdu les élections à cause de l'intrigue des intellectuels de gauche et de la presse, Viktor Orbán, avec l'aide de son plus proche associé, un certain Simicska – le trésorier du Fidesz placé en 1998 à la tête du fisc national –, achète des journaux pour les transformer en organes de droite.

Deux des grands quotidiens de Budapest (*Magyar Hirlap* et *Magyar Nemzet*), jusque-là d'orientation de gauche ou de centre modéré, deviennent sous son incitation des organes d'une droite radicale. Il a aussi créé en 2002 Hir TV, une chaîne d'actualités en continu, d'une tonalité également d'extrême droite voire antisémite. Viktor Orbán et son parti vont largement profiter de l'action de ces médias.

Le gouvernement socialiste-libéral élu en 2002 échoue au bout de deux ans ; son Premier ministre Medgyessy doit démissionner. Une nouvelle personnalité de gauche fait alors son apparition sur l'échiquier politique : Ferenc Gyurcsany, l'ancien conseiller stratégique de Medgyessy, nommé lui-même ministre en 2004. Il avait été l'un des leaders de la jeunesse communiste à la fin des années 1980, puis avait abandonné la politique pour faire fructifier ses talents d'entrepreneur. Revenu sur la scène politique, il postule au bout de quelques mois à la direction du PS et la base du parti le plébiscite.

Viktor Orbán regarde avec beaucoup de suspicion cet homme qu'il avait connu en 1988. Dès cette époque, il avait prévenu ses amis : « *Ne faites attention qu'à Ferenc Gyurcsany, c'est le seul homme sérieux dans sa coterie.* »

Sous la direction de Gyurcsany la coalition sociale-libérale, donnée perdante, remporte une nouvelle fois les élections de 2006. Durant la campagne, un terrible face-à-face oppose Gyurcsany et Orbán. Ce dernier est écrasé intellectuellement, une blessure dont il ne s'est pas relevé des années durant.

La période qui suit, de 2006 à 2010, est celle d'une attaque permanente du Fidesz contre la personne de Ferenc Gyurcsany accusé de tous les maux. Celui-ci a le malheur d'être au pouvoir quand se déclenche la crise financière internationale de 2007 à 2009. Il doit démissionner en 2009. A sa place, un gouvernement d'experts de coloration socialiste est constitué pour résoudre les problèmes économiques avant les prochaines élections de 2010.

L'H. : Ces élections, Viktor Orbán et son parti les remportent haut la main...

P. K. : Le Fidesz, en coalition avec un petit parti catholique, gagne les élections d'avril 2010 avec une majorité jamais vue depuis le passage de la Hongrie à la démocratie parlementaire : 53 % des suffrages exprimés lui assurent plus des deux tiers

DATES CLÉS

- 1918**
Dissolution de l'Empire austro-hongrois.
- 1919**
Bela Kun fonde une « République des conseils ». Il est renversé au bout de cinq mois.
- 1920**
Horthy est proclamé régent. Traité de Trianon.
- 1941**
La Hongrie entre en guerre aux côtés des Allemands.
- 1944**
La Wehrmacht occupe le pays. Déportation de plus de 400 000 juifs. Horthy est renversé.
- 1949**
République populaire hongroise.
- 1956**
Imre Nagy est rappelé au pouvoir par la population. Les troupes soviétiques répriment la révolution.
- 1988**
A l'Ouest, la Hongrie est le pays socialiste le plus libre et le plus ouvert.
- 1989**
Retour au multipartisme. La frontière avec l'Autriche est ouverte.
- 1990**
Les premières élections libres sont remportées par le centre droit.
- 1998**
Victoire du Fidesz de Viktor Orbán. Il est battu en 2002 par les socialistes.
- 2004**
La Hongrie rejoint l'Union européenne.
- 2010**
Victoire de la droite et entrée de l'extrême droite au Parlement. Viktor Orbán devient Premier ministre.
- 2012, 1^{er} janvier**
La Constitution votée en avril 2011 entre en vigueur.



T. ILLYES/AFP

Le 8 mai 1994, lors des élections législatives. La victoire écrasante des socialistes fournit à Orbán et son parti l'occasion de se réorienter à droite.



Face-à-face entre Viktor Orbán et Ferenc Gyurcsány lors d'un débat télévisé en 2006. Dominé tout au long de l'émission par son rival socialiste, Viktor Orbán voudra prendre sa revanche.

ATTILA KISBENEDEK/AFP

des sièges au Parlement de Budapest. Viktor Orbán peut désormais faire tout ce qu'il veut.

Il déclare que lors de cette élection « une révolution » s'est produite dans les isolements. Ce qui l'autoriserait, selon lui, à rompre avec la « trahison » des années précédentes, période qu'il qualifie de « prolongement du pouvoir communiste ».

Il est dans la logique de cette rupture que de refaire la Constitution, remodeler les lois et les institutions parce qu'il est temps qu'elles correspondent enfin à l'esprit – national, chrétien et traditionnel – du peuple hongrois. Un tel discours (faut-il le dire ?) permet de justifier tout et son contraire. Et, surtout, de cacher le véritable sens des mesures prises depuis 2010, à savoir la volonté de leurs auteurs de concentrer dans leurs mains tous les pouvoirs.

A ce propos, il faut noter que selon les statuts du Fidesz votés après la défaite de 2002 seul le leader principal est inamovible. Les autres, parlementaires compris, sont sélectionnés par Viktor Orbán en personne qui peut les permuter ou renvoyer à sa guise. Prenons l'exemple d'un député du Fidesz au Parlement élu en 2010. Avant de figurer sur la liste des candidats, il a fallu qu'il se rende à la maison de campagne du leader numéro un et qu'il y soit personnellement examiné par celui-ci. Son éventuel passage devant les électeurs a donc été conditionné par le feu vert donné par Viktor Orbán en personne. Dans le choix des hauts responsables du parti et du gouvernement le rôle incontournable de ce dernier est encore plus évident.

L'H. : Quels sont les soutiens sociologiques du parti de Viktor Orbán ?

P. K. : C'est difficile à dire car toutes les couches de la population sont concernées. Une majorité de ses électeurs appartient aux classes moyennes. La quasi-totalité de la paysannerie (dont la population rurale sans emploi), les catholiques et les protestants lui sont ralliés. Beaucoup de Tsiganes le soutiennent considérant que leur statut ne peut

pas être pire et que le danger qui les menace vient de l'extrême droite.

L'H. : Pourquoi le suit-on à ce point-là ?

P. K. : Viktor Orbán a un très grand charisme, c'est un vrai tribun. Sans lui, le Fidesz n'existerait pas. C'est un démiurge. Nul n'aurait pu comme lui exploiter les faiblesses de Ferenc Gyurcsány ni être motivé à ce point-là pour le faire tomber. Le national-populisme qu'il met en œuvre est sans doute l'élément clé de son charisme.

L'H. : Est-ce que Viktor Orbán a en tête une certaine idée de la Hongrie ? La loi sur la nationalité adoptée le 1^{er} janvier 2011, permettant à toute personne d'ascendance hongroise de demander la nationalité hongroise, doit-elle être perçue comme un clin d'œil à la Grande Hongrie ?

P. K. : Viktor Orbán est obsédé par l'idée d'une grandeur nationale à laquelle les traités de paix de 1919-1920 – retranchant à la Hongrie deux tiers de son territoire et la moitié de sa population – ont mis fin. Mais il ne raisonne pas en terme de révision territoriale car, se trouvant à la tête d'un petit pays de 10 millions d'habitants, il sait parfaitement qu'il ne peut envisager des annexions. C'est d'ailleurs inscrit non seulement dans les statuts de l'Union européenne mais aussi dans les règles (tacites et explicites) de la coexistence des pays de l'Europe depuis 1945.

Alors même qu'il parle d'unification politique de tous les Hongrois, ce à quoi Viktor Orbán pense réellement est un rapprochement culturel des minorités hongroises avec leur patrie mère et une influence politique sur leurs représentants. Notons à ce propos que, de nos jours, entre 2 et 2,5 millions de Hongrois vivent hors de la Hongrie : 1,4 million en Roumanie, 500 000 en Slovaquie, moins de 300 000 en Serbie et en Croatie, et entre 150 000 et 200 000 en Ukraine subcarpatique (au sud-ouest des Carpathes).

« C'est un vrai tribun, un démiurge. Il est obsédé par l'idée d'une grandeur nationale »

REPÈRES CARTOGRAPHIQUES



LE TRAITÉ QUI NE PASSE PAS

Le traité de Trianon du 4 juin 1920 entérine le démembrement de l'Empire autro-hongrois après sa défaite de 1918. Il est vécu comme un diktat par les Hongrois. Le pays perd en effet plus des deux tiers de son territoire, répartis entre Autriche,

Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie. Réduite à 92 000 km² et passant de 20 à 7 millions d'habitants, la « petite Hongrie » ne regroupe pas tous les Magyars : 2 à 2,5 millions vivent aujourd'hui dans les pays limitrophes. En 2010, le parlement a voté une loi dite « Trianon » qui instaure un « jour mémorial national » pour l'anniversaire du traité.

Le geste du gouvernement Orban qui consiste à leur offrir la nationalité hongroise n'est même pas entièrement nouveau : ceux qui l'avaient demandée explicitement l'obtenaient déjà auparavant. Mais désormais ils y sont encouragés. Au bout du compte c'est une loi qui ne change pas grand-chose, mais qui possède une valeur symbolique.

Beaucoup de Hongrois sont sensibles à cette gesticulation car ils estiment que, pendant les années du communisme, ils ont été privés du droit de se sentir Hongrois. Aujourd'hui, ils ont le sentiment de retrouver leur fierté nationale et la liberté de se référer à quelques grandes figures de la littérature ou de la politique que l'historiographie officielle postérieure à 1945 avait dénigrées en les qualifiant de droite. Le régent Horthy en est une.

L'H. : Qu'en est-il de l'antisémitisme qui a sévi en Hongrie sous le régime de Horthy ?

P. K. : Dès 1920, une loi antisémite établit des quotas dans les universités en fonction des groupes ethniques, 5 % pour les juifs. La rigueur de cette loi a été atténuée par la suite. En 1938, une nouvelle législation anti-juive a fait apparition sur les bases de la religion, puis en 1939 sur des clauses raciales

– il fallait avoir deux grands-parents non juifs pour ne pas être considéré comme juif. Elle fut renforcée par une troisième loi en 1941.

Ce dispositif législatif avait pour but d'éliminer les juifs de nombreux métiers mais avant tout de l'armée et de la fonction publique. L'effet fut dramatique au niveau de l'emploi industriel et commercial ; domaines où le nombre des employés et des cadres juifs était très élevé, jusqu'à la moitié des effectifs dans certains secteurs.

A partir de mars 1944, avec l'entrée des nazis en Hongrie, les juifs de Budapest ont été assignés à résidence dans des immeubles désignés à cet effet et marqués comme « lieux juifs » tandis que ceux de la province ont été enfermés dans des ghettos puis déportés à l'aide de la gendarmerie hongroise et sous la commande de deux secrétaires d'État du gouvernement en place. Ce drame s'est produit de manière incroyablement rapide et avec une brutalité extrême : 400 000 juifs de Hongrie ont ainsi été déportés à Auschwitz et d'autres lieux d'extermination en quelques semaines.

Le régent Horthy, que les Allemands venus occuper le pays ont laissé en place pour s'assurer à peu de frais la collaboration de l'armée hongroise

« Les Hongrois ont le sentiment de retrouver leur liberté de se référer à des grandes figures de la littérature ou de la politique. Horthy en est une »

et de l'administration publique, n'a pas mis son veto à la déportation des juifs de province. Mais, voyant que la fin de la guerre approchait, et sous l'effet des protestations venues des Alliés et des pays neutres, il a pris des mesures pour éviter la concentration et l'extermination des juifs de la capitale. Son attitude devant le génocide de 1944 est jusqu'à nos jours largement discutée et divise les commentateurs (sinon les historiens de métier).

L'H. : Aujourd'hui, peut-on dire que la Hongrie est un pays antisémite ?

P. K. : A l'heure actuelle, on peut parler de renouveau de l'antisémitisme au sein du parti Jobbik. On a tendance à l'oublier mais c'est Orban qui a fondé ce parti en 2003, pensant qu'il fallait un mouvement de droite radical de la jeunesse, sans tomber dans l'extrémisme de MIEP (un parti créé en 1992 par l'écrivain Csurka). Il a trouvé Gabor



COSTA/LEEMAGE



ROGER-VIOLLET

Horthy (à gauche, sans date) choisit dès les années 1930 l'alliance avec Hitler (à droite, une visite du régent à Berlin le 23 août 1938).

Qui était vraiment Horthy ?

L'extrême droite revendique sa filiation avec l'amiral Horthy, régent de la Hongrie de 1920 à 1944.

Le régent Horthy était un personnage complexe. Aide de camp, avant 1914, du roi-empereur François-Joseph, il offre en été 1919 ses services à un groupement contre-révolutionnaire qui est sur le point de se proclamer « gouvernement national hongrois ». Celui-ci le nomme chef des armées chargé d'unifier les groupes de combat de la contre-révolution. C'est en cette qualité qu'il fait son entrée théâtrale du haut d'un cheval blanc (lui, l'amiral) dans un Budapest tout juste évacué par les troupes roumaines. Quelques mois plus tard, début 1920, une Assemblée nationale, élue au suffrage universel, constatant la vacance du pouvoir dynastique, crée la fonction de gouverneur-régent avec les attributions d'un roi constitutionnel, et décide de la conférer – sans limitation de temps – à Horthy. Celui-ci gardera ce poste avec ses honneurs jusqu'en octobre 1944, moment de sa destitution par les nazis hongrois et leurs protecteurs allemands. Quel était son profil politique ? Réactionnaire et antidémocrate par principe, il se réclamait des

valeurs de la Hongrie éternelle et d'un christianisme politique ouvertement antisémite. Sa ju-déophobie ne l'a toutefois pas empêché de voir dans les grands industriels juifs, plus particulièrement de Budapest, des partenaires indispensables. Il se trouvait à la tête d'un État autoritaire qui, toutefois, tolérait un minimum d'opposition dans le cadre d'un régime parlementaire. L'ambition suprême de Horthy et de ses chefs de gouvernement a été de récupérer les territoires perdus par la Hongrie en 1920. C'est dans ce but qu'ils ont choisi l'alliance, d'abord avec Mussolini, ensuite avec Hitler. Mais ni le régime ni Horthy lui-même n'étaient des nazis. Lors de sa dernière rencontre avec Hitler à Klessheim, en mars 1944, le Führer lui reprocha de ne pas s'être débarrassé des 800 000 juifs de Hongrie. Horthy lui répondit avec une certaine candeur : « Je ne peux quand même pas tuer les juifs. » Après avoir tenté de négocier un armistice séparé avec l'URSS, il fut renversé en octobre 1944 par le parti fasciste hongrois des Croix-Fléchées.

P. K.



ATTILA KISBENEDEK/APF

Défilé de la garde hongroise, formation paramilitaire du Jobbik en 2007. Ce parti d'extrême droite, raciste et antisémite, a fait son entrée au Parlement en 2010 (47 députés). Viktor Orban veut faire croire que son parti conservateur est le meilleur rempart contre l'ultra-nationalisme. Mais c'est lui qui a permis la création du Jobbik.

Vona comme leader. Mais le Jobbik s'est ensuite émancipé du Fidesz. Pour la première fois en 2009, ce parti s'est présenté aux élections européennes et a gagné deux sièges sur les vingt dont disposait la Hongrie. Un an plus tard, obtenant 15 % des votes aux élections générales, il est devenu le troisième parti du Parlement de Budapest. Aujourd'hui, il est le plus dangereux concurrent du Fidesz.

Car le Jobbik est très antisémite. C'est son fonds de commerce alors que chez le Fidesz l'antisémitisme est banni (même si bien des gens soupçonnent qu'il n'est pas entièrement rejeté). Jobbik tient également un discours féroce à l'endroit des Tsiganes : s'il n'y a pas d'ordre, ni de sécurité, c'est de leur faute. Ce parti est aussi le protecteur des gardes magyares, une organisation paramilitaire qui organise des manifestations dans les petites localités. Mais pour l'instant, en Hongrie, la violence antisémite s'arrête aux frontières du verbal.

L'H. : Quelles sont les principales menaces qui pèsent sur la démocratie hongroise ?

P. K. : Le but de Viktor Orban est de transformer les institutions de façon à rendre impossible ou inefficace toute opposition. Par exemple, en 2010, quand le gouvernement avait décidé de frapper les banques d'un impôt de 98 % sur leurs bénéfices et que la Cour constitutionnelle y avait posé son veto, le Parlement dominé par le Fidesz a voté une loi qui a supprimé le droit de la Cour constitutionnelle de se prononcer sur des sujets ayant trait au budget de l'État. Privée de cette compétence, la Cour dès lors n'a pu empêcher que la même loi soit de nouveau votée par le Parlement.

La presse oppositionnelle est aussi en danger même si elle peut encore s'exprimer en toute liberté. La menace vient du côté des conditions de son financement, à commencer par ses ressources publicitaires. Les grands annonceurs estiment que, pour ne pas avoir des ennuis avec les commandes publiques ou semi-publiques, ils ont intérêt à ne pas placer des encarts ou des spots dans des médias aux sympathies socialistes ou libérales. La publicité dans la presse d'opposition a par conséquent dramatiquement diminué depuis 2010.

L'H. : Peut-on dire, comme l'écrivain Imre Kertesz, que la Hongrie s'est toujours trouvée du mauvais côté de l'histoire ? Y a-t-il une exception hongroise ?

P. K. : L'appréciation de Kertesz va au-delà de ce que je crois pouvoir affirmer en tant que sociologue historique. Mais il est permis de penser que la Hongrie est dans une mauvaise période qui laissera des traces profondes dans les mentalités. Le régime de Viktor Orban a, en effet, entraîné des réactions de conformisme et de servilité que l'on croyait disparues depuis 1989 puis l'entrée dans l'Europe et l'ouverture des frontières. La réparation de ces dégâts prendra du temps, peut-être des dizaines d'années.

Bien sûr, le long règne du communisme y est aussi pour quelque chose. Sa domination idéologique a trop longtemps empêché le pays de regarder en face son histoire, celle des années 1919-1989. Les Hongrois ont souvent du mal à y jeter un regard critique et détaché, soit parce qu'ils avaient été personnellement engagés dans le régime communiste, soit parce que leur obsession anticommuniste les a conduits à refuser de voir les crimes commis par la Hongrie durant la Seconde Guerre mondiale. Je me demande si cette difficulté avec l'histoire n'est pas commune à la plupart des peuples d'Europe centrale et orientale.

De nos jours, les difficultés hongroises sont encore aggravées par les erreurs que Orban et son gouvernement ont commises dans le domaine de la politique économique. Avec une certaine naïveté, ils pensaient pouvoir faire accepter à l'Union européenne un déficit plus important que celui laissé en héritage par le gouvernement précédent.

Devant le refus de Bruxelles, ils se trouvaient devant la nécessité urgente de trouver des fonds pour tenir leurs promesses électorales et pour parer aux conséquences d'un impôt à taux unique. Ils ont alors improvisé des mesures frappant la plupart des acteurs économiques – allant jusqu'à la confiscation des caisses d'assurances privées – qui les ont discrédités devant le public européen et mondial.

Et tout cela s'est accompagné de la part du leader suprême d'un discours fumeux sur les rapports de la Hongrie avec l'Europe, qui a fait peur et provoqué la fuite des capitaux. Mais je m'arrête ici, n'étant pas compétent en matière de politique économique, ni suffisamment informé sur les volte-face récentes des dirigeants hongrois dans ce domaine.

(Propos recueillis par Géraldine Soudri.)

POUR EN SAVOIR PLUS

P. Kende, Le Défi hongrois, de Trianon à Bruxelles, Buchet Chastel, 2004.

M. Molnar, Histoire de la Hongrie, Perrin, « Tempus », 2004.